

Un excès de profits a provoqué la crise

DÉCHIFFRAGES
BLOG DE "RÉ-INFORMATION" ÉCONOMIQUE
PAR JEAN-FRANÇOIS COUVRAT

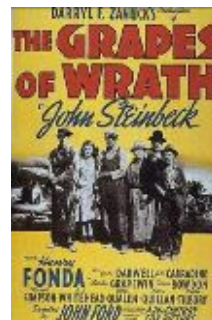
<http://dechiffrages.blog.lemonde.fr/2008/10/21/un-exces-de-profits-a-provoque-la-crise/>



Dans quelques mois, lorsqu'on cherchera à atténuer la récession avec une politique de grands travaux, il faudra songer à ériger un monument à la mémoire de Marriner Stoddard Eccles, qui présida la banque centrale américaine de 1934 à 1948. Il serait bon d'y graver une page de ses mémoires (1), celle où il livre son diagnostic des causes de l'effondrement économique de 1929-1930 et de la grande dépression qui s'ensuivit. A l'origine de la crise, explique l'ancien banquier central, il y eut une mauvaise répartition du revenu national entre les salaires et les profits : pas assez de salaires pour la masse des Américains ; trop de profits pour les entreprises, confisqués par quelques uns : « *Si le revenu national avait été mieux réparti - en d'autres termes, si les entreprises avaient fait moins de profits, si les classes les plus aisées avaient eu moins de revenus, et si les ménages les plus modestes en avaient eu davantage - notre économie aurait été beaucoup plus stable.* »

Et il ajoute : « *Si, par exemple les six milliards de dollars que les entreprises et les hauts revenus consacraient à la spéculation boursière, avaient été distribués sous forme de baisses de prix ou d'augmentations de salaires, avec des profits réduits pour les entreprises et les plus riches, alors on aurait pu empêcher ou fortement atténuer l'effondrement économique déclenché en 1929.* »

On lira [ci-dessous] le texte complet de Marriner S. Eccles en version originale [et une] traduction en français. Ceux qui réfléchissent à une réforme du capitalisme y trouveront matière à méditation.



On distingue généralement les crises entre plusieurs types. Crise du crédit doublée d'une crise bancaire, suivie d'une crise boursière : c'est celle que nous vivons. Crise boursière par éclatement d'une bulle spéculative : celle de 2000-2001. Effondrement boursier puis industriel : celle de 1929. Or Eccles pose un diagnostic qui les résume toutes.

Trop de profits pour quelques-uns : le capital accumulé nourrit la spéculation boursière ou la distribution de crédits de plus en plus risqués. Pas assez de salaires pour la plupart : les ménages consomment à crédit, jusqu'à épuisement de celui-ci, au lieu de justifier par une demande solvable l'investissement du capital dans de nouveaux moyens de production.



Que faire, dans ces conditions, pour réformer utilement le capitalisme ? Interdire les parachutes dorés ou plafonner les rémunérations des banquiers sont des ambitions populaires mais au fond dérisoires. En finir avec les paradis fiscaux ; remettre en vigueur la réglementation des marchés financiers, que trois décennies de libéralisme effréné ont minutieusement dépecée, cela va dans le bon sens, mais ne suffira pas. Augmenter les salaires et réduire les profits seraient éminemment souhaitable. Mais comment faire, lorsque le chômage de masse s'étend et paralyse les revendications salariales ? En France, l'Etat pourrait peut-être commencer par en finir avec le bouclier fiscal, le « *travailler plus pour gagner plus* » et la culpabilisation des chômeurs. A partir de 1933, aux Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt prit notamment trois dispositions dans le cadre du New Deal : la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine sans réduction de salaire, l'indemnisation des chômeurs et la reconnaissance des syndicats.

(1) "Beckoning Frontiers", par Marriner Eccles, ed. Alfred A. Knopf, New York 1951

Had there been a better distribution of the current income...

By Marrison S. Eccles (1)

As mass production has to be accompanied by mass consumption, mass consumption, in turn, implies a distribution of wealth -- not of existing wealth, but of wealth as it is currently produced -- to provide men with buying power equal to the amount of goods and services offered by the nation's economic machinery. Instead of achieving that kind of distribution, a giant suction pump had by 1929-30 drawn into a few hands an increasing portion of currently produced wealth. This served them as capital accumulations. But by taking purchasing power out of the hands of mass consumers, the savers denied to themselves the kind of effective demand for their products that would justify a reinvestment of their capital accumulations in new plants. In consequence, as in a poker game where the chips were concentrated in fewer and fewer hands, the other fellows could stay in the game only by borrowing. When their credit ran out, the game stopped.

That is what happened to us in the twenties. We sustained high levels of employment in that period with the aid of an exceptional expansion of debt outside of the banking system. This debt was provided by the large growth of business savings as well as savings by individuals, particularly in the upper-income groups where taxes were relatively low. Private debt outside of the banking system increased about fifty per cent. This debt, which was at high interest rates, largely took the form of mortgage debt on housing, office, and hotel structures, consumer installment debt, brokers' loans, and foreign debt. The stimulation to spending by debt-creation of this sort was short-lived and could not be counted on to sustain high levels of employment for long periods of time. From the national product -- in other words, had there been less savings by business and the higher-income groups and more income in the lower groups -- we should have had far greater stability in our economy. Had the six billion dollars, for instance, that were loaned by corporations and wealthy individuals for stock-market speculation been distributed to the public as lower prices or higher wages and with less profits to the corporations and the well-to-do, it would have prevented or greatly moderated the economic collapse that began at the end of 1929.

The time came when there were no more poker chips to be loaned on credit. Debtors thereupon were forced to curtail their consumption in an effort to create a margin that could be applied to the reduction of outstanding debts. This naturally reduced the demand for goods of all kinds and brought on what seemed to be overproduction, but was in reality underconsumption when judged in terms of the real world instead of the money world. This, in turn, brought about a fall in prices and employment.

Unemployment further decreased the consumption of goods, which further increased unemployment, thus closing the circle in a continuing decline of prices. Earnings began to disappear, requiring economies of all kinds in the wages, salaries, and time of those employed. And thus again the vicious circle of deflation was closed until one third of the entire working population was unemployed, with our national income reduced by fifty per cent, and with the aggregate debt burden greater than ever before, not in dollars, but measured by current values and income that represented the ability to pay. Fixed charges, such as taxes, railroad and other utility rates, insurance and interest charges, clung close to the 1929 level and required such a portion of the national income to meet them that the amount left for consumption of goods was not sufficient to support the population.

This then, was my reading of what brought on the depression.

(1) « Beckoning Frontiers », by Marriner Eccles, Alfred A. Knopf ed., New York 1951

Si le revenu national avait été mieux réparti...

par Marriner S. ECCLES (1)

La production de masse doit être accompagnée d'une consommation de masse, et cette consommation de masse implique une distribution des richesses – pas des richesses existantes, mais des richesses couramment produites – telle qu'elle assure aux hommes un pouvoir d'achat équivalent au montant des biens et services qu'offre l'appareil productif d'une nation. Au lieu d'assurer une telle distribution, une gigantesque pompe aspirante avait confisqué une part croissante de la richesse produite au profit de quelques uns en 1929-1930. Ceux-ci avaient bien accumulé du capital. Mais en privant la masse des consommateurs d'un pouvoir d'achat suffisant, les épargnants s'étaient eux-mêmes privés de la demande qui aurait justifié le réinvestissement de leur capital dans de nouvelles usines. Par conséquent, comme dans une partie de poker où les jetons étaient concentrés entre des joueurs de moins en moins nombreux, les autres ne pouvaient continuer la partie qu'en empruntant. Lorsque leur crédit s'épuisa, le jeu cessa.

C'est ce qui nous est arrivé dans les années 1920. Nous avons alors maintenu de hauts niveaux d'emploi, grâce à une expansion exceptionnelle du crédit extra-bancaire. Ce crédit était financé par la forte croissance des trésoreries d'entreprises et de l'épargne des particuliers, notamment les couches sociales qui bénéficiaient de hauts revenus et d'impôts légers. La dette privée extra-bancaire s'était accrue d'environ 50%. Ces crédits, consentis à des taux d'intérêt élevés, avaient généralement pris la forme de crédits hypothécaires sur les maisons, les bureaux et les structures hôtelières, de ventes à tempérament aux consommateurs, d'avances sur titres, enfin de crédits étrangers. La stimulation de la dépense par de tels crédits fut de courte durée et l'on ne put compter dessus pour maintenir durablement un haut niveau d'emploi. Si le revenu national avait été mieux réparti – en d'autres termes, si les entreprises avaient fait moins de profits, si les classes les plus aisées avaient eu moins de revenus et si les ménages les plus modestes en avaient eu davantage – notre économie aurait été beaucoup plus stable. Si, par exemple, les six milliards de dollars que les entreprises et les hauts revenus consacrèrent à la spéculation boursière, avaient été distribués sous forme de baisses de prix ou d'augmentations de salaires, avec des profits réduits pour les entreprises et les plus riches, alors on aurait pu empêcher ou fortement atténuer l'effondrement économique déclenché en 1929.

Le moment arriva où il n'y eut plus de jeton de poker à prêter. Les débiteurs, cherchant à tout prix à se désendetter, furent contraints de réduire leur consommation. Cela réduisit naturellement la demande de biens de toutes sortes, provoquant ce qui sembla être une surproduction, alors que c'était une sous-consommation, si l'on veut bien l'examiner du

point de vue de l'économie réelle et non pas du point de vue du monde de l'argent. Ce phénomène provoqua à son tour une chute des prix et de l'emploi.

La montée du chômage fit reculer la consommation, ce qui aggrava le chômage, bouclant la boucle d'un déclin continu des prix. Les entreprises, voyant fondre leurs bénéfices, exigèrent des économies de toutes sortes sur les salaires, les traitements et la durée du travail. Et là encore, le cercle vicieux de la déflation se referma, jusqu'à ce qu'un tiers de la population soit mis au chômage, que notre revenu national soit réduit de moitié, que le fardeau de la dette atteigne un poids que l'on n'avait jamais connu auparavant, non pas en dollars, mais en proportion des revenus qui représentent la capacité de rembourser. Les charges fixes, comme les taxes, les tarifs de chemins de fer et autres services publics, les primes d'assurances et les charges d'intérêts furent maintenus à leur niveau de 1929. Ils représentaient une telle part du revenu national que ce qui restait à la population pour sa consommation de biens ne lui permettait pas de subvenir à ses besoins.

Telle fut ma lecture de ce qui provoqua la dépression.

(1) « *Beckoning Frontiers* », par Marriner Eccles, ed. Alfred A. Knopf, New York 1951